

**Atelier de Management Culturel**

**Formulaire de candidature**

**Merci de ne pas supprimer ni changer les questions et options**

1. **Informations générales**

**Nom: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Téléphone** *: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Adresse email : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Site Internet / Réseaux sociaux : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Secteur d’activités**

Arts visuels

Arts de la scène

Musique

Audiovisuel/cinéma

Littérature et édition

Architecture et design

Arts numériques

Pluridisciplinaire

**Date de naissance :** DD/MM/AAAA \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Genre**

Femme

Homme

**Nationalité**

Union des Comores

Madagascar

Maurice

Seychelles

Mozambique

La Réunion

Autre : merci de préciser

**Numéro de passeport : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Date d’expiration :** DD/MM/AAAA \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Pays de résidence**

Union des Comores

Madagascar

Maurice

Seychelles

Mozambique

La Réunion

Autre : merci de préciser

**Ville de résidence : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Pays où vous développez vos activités**

Union des Comores

Madagascar

Maurice

Seychelles

Mozambique

La Réunion

Autre : merci de préciser

**Je suis :**

Artiste

Professionnel.le de la culture

Résidant dans une ville/île principale

Résidant dans une ville/île secondaire

**Statut**

Indépendant·e

Employé·e

Statut mixte uniquement dans le secteur culturel

Statut mixte dans le secteur culturel et dans un autre secteur

**Nombre d’années de carrières et/ou d’expériences**

Moins de cinq (5) ans

Entre cinq (5) à quinze (15) ans

Entre quinze (15) à vingt-cinq (25) ans d’expériences

Plus de vingt-cinq (25) ans d’expériences

**Avez-vous déjà bénéficié d’une formation en « Management Culturel »**

Oui

Non

**Si oui, merci d’indiquer les informations suivantes :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Titre de la formation** | **Dates et lieu de la formation** | **Organisée par** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

1. **Votre projet**

**Titre du projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Brève description de votre projet :** (entre 500 et 1,000 mots)

**Lien pour télécharger la vidéo de présentation (si applicable) :**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**A quel stade d’avancement êtes-vous actuellement ?**

Idée de projet

Phase conceptuelle avancée

Développement d’un projet déjà existant

**Qu’est-ce qui a motivé l’idée de développer un projet international et en quoi votre projet est-il unique ?** (Pas plus de 120 mots, espaces compris)

**Comment avec vous identifié vos partenaires et comment pensez-vous les impliquer dans votre projet ? ?** (Pas plus de 120 mots, espaces compris)

**Qu’attendez-vous de votre projet - autrement dit, quel(s) changement(s) souhaiteriez-vous apporter grâce à votre projet ?** (Pas plus de 120 mots, espaces compris)

**Comment pensez-vous que votre équipe/contexte local/régional pourrait bénéficier de votre projet ?)** (Pas plus de 120 mots, espaces compris)

1. **Liste de contrôle**

Les documents doivent être fournis sous la forme d’originaux, de photocopies ou de versions scannées (montrant de façon lisible, les cachets, signatures et dates).

|  |  |
| --- | --- |
| **Documents à joindre à la présente demande** | **Cocher la case di disponible** |
| Formulaire de candidature et ses annexes dûment remplis et signés |  |
| Passeport |  |
| CV |  |
| Description détaillée du projet |  |

* Les candidatures reçues après la date limite de dépôt seront rejetées.
* Les dossiers de candidature incomplets seront rejetés.
* Tous les documents rédigés en portugais ou en anglais, doivent être soumis avec une traduction en français. Tout document non traduit sera considéré comme non-éligible et conduira à l’élimination du dossier lors de l’évaluation technique.

1. **Déclarations**

Je comprends que, dans le cas où ma candidature est validée, je m’engage à participer aux réunions de préparation et à l’intégralité des 5 jours d’atelier en présentiel.

Je déclare qu’il n’y a pas de conflit d’intérêt (par exemple avec une personne travaillant à la COI ou à Hydea).

J’ai lu et j’accepte l’ensemble des conditions liées à cet appel dont la protection de mes données. Je confirme que les informations fournies sont correctes et comprends que toute information falsifiée peut conduire à un refus pour cet appel et ceux des cycles suivants.

Date :

Nom . signature

**NB: La non-signature du formulaire et de ses annexes entraîne la non-recevabilité de la demande.**

**Déclaration d'intégrité – Engagement sur l’honneur du candidat relatif à l’intégrité et à la lutte contre la corruption**

FAITE PAR [*Nom du candidat*][[1]](#footnote-1)

(le **« Bénéficiaire »**)[[2]](#footnote-2)

POUR : La Commission de l’océan Indien

(le **« Rétrocédant**»)

Intitulé de la Subvention: AléVini, fonds d’aide à la mobilité régionale

(la **« Acte de Rétrocession »**)

Au nom du Bénéficiaire,

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l' « **AFD**» ou « l’Agence ») ne finance les projets du Rétrocédant qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Subvention qui la lie directement ou indirectement au Rétrocédant. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et le Bénéficiaire. Le Rétrocédant désigne l’entité qui rétrocède, dans l’Acte de Rétrocession, les fonds initialement octroyés par l’AFD.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas et qu'aucun des membres de notre consortium, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
3. Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
4. Avoir fait l'objet :

D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du projet objet de l’acte de rétrocession ou dans un des Etats membres de l’Union européenne, pour une Pratique Prohibée définie à l’article 6 ci-après, commise dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d’un contrat ou dans le cas d’un (co-)financement de l’Union européenne pour tout fait prévu aux termes de l'article 136 du règlement financier (dans l’hypothèse d’une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d’intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n’est pas pertinente dans le cadre de cet acte de rétrocession);

D’une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l’Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis ou par les autorités compétentes d'un des Etats‑membres de l'Union européenne, pour une Pratique Prohibée, définie à l'article 6 ci‑après, commise dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d’un contrat ou dans le cas d’un (co-)financement de l’Union européenne, pour tout fait prévu aux termes de l'article 136 du règlement financier de l'Union européenne (dans l’hypothèse d’une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d’intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n’est pas pertinente dans le cadre de cet acte de rétrocession) ;

D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour une Pratique Prohibée, définie à l'article 6.1 ci‑après, commise dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l’AFD ;

D’une condamnation ou sanction visée par les alinéas i) à iii) précédents, prononcée depuis plus de cinq ans mais qui encore en cours d’exécution actuellement ;

1. Avoir fait l’objet d’une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché ou d’un contrat, sous réserve que cette sanction n’ait pas fait l’objet d’une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;
2. N’avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou du pays où le Rétrocédant est établi;
3. Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l’hypothèse d’une telle décision d’exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d’intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d’exclusion n’est pas pertinente dans le cadre du présent acte de rétrocession) ;
4. Avoir produit de faux documents ou s’être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Rétrocédant dans le cadre du présent Acte de Rétrocession.
5. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre consortium ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
6. Actionnaire contrôlant le Rétrocédant ou filiale contrôlée par le Rétrocédant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance du Rétrocédant et résolu à sa satisfaction.
7. Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Rétrocédant impliqué dans l’appel à projets, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance du Rétrocédant et résolu à sa satisfaction ;
8. Contrôler ou être contrôlé par un autre bénéficiaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre bénéficiaire, recevoir d'un autre bénéficiaire ou attribuer à un autre bénéficiaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre bénéficiaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre bénéficiaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos demandes de subvention respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Rétrocédant ;
9. Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Rétrocédant;
10. Dans le cas de la procédure d’appels à projets du Rétrocédant :

Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé les documents utilisés dans le cadre de l’appel à projets ;

Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Rétrocédant pour effectuer la supervision ou le contrôle de l’acte de rétrocession.

1. Nous attestons que ni nous ni aucun des membres de notre consortium, ni aucun de nos actionnaires, de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, et aucun des groupes ou entités directement ou indirectement bénéficaires de notre soutien financier au moyen des fonds de la Subvention ne figurons sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales[[3]](#footnote-3) ;
2. Nous attestons
3. qu’aucun des membres de notre personnel, y compris de la direction, ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d’intérêts. Sans préjudice de ses obligations au titre du présent contrat, le bénéficiaire remplace immédiatement et sans dédommagement du Rétrocédant tout membre de son personnel se trouvant dans une telle situation.
4. que notre personnel doit s’abstenir d’exercer toute activité ou de recevoir tout avantage qui soit en conflit avec les obligations qui nous incombent en vertu du contrat ;
5. que nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation - en particulier les conflits d'intérêts - susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent Acte de Rétrocession, ou pour y mettre fin. Un conflit d’intérêts peut résulter, en particulier, d’intérêts économiques, d’affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relation ou d’intérêt commun.
6. Nous attestons ne pas avoir commis dans le cadre de la passation de l’appel à projets du Rétrocédant , et nous engageons à ne pas commettre dans le cadre de la mise en œuvre de l’acte de rétrocession de Pratique Prohibée telle que définie dans la Politique générale de l’Agence Française de Développement en matière de prévention et de lutte contre la corruption, la fraude, les pratiques anticoncurentielles, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, disponible sur le site Internet de l’Agence Française de Développement[[4]](#footnote-4).
7. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à un appel à projets concurrentiel, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial ;
8. Nous certifions par les présentes que nos fonds propres ou nos fonds investis dans l’acte de rétrocession financé par le Rétrocédant ne proviennent pas d’une origine illicite, c’est-à-dire des fonds obtenus par:
9. La commission de toute infraction sous-jacente telles qu’indiquées dans les recommandations du GAFI 40 sous la rubrique « catégories désignées d’infractions »[[5]](#footnote-5) ou,
10. Tout acte de corruption ou,
11. En cas d’implication de fonds de l’Union européenne, toute fraude contre les intérêts financiers de l’Union européenne, définie comme tout acte intentionnel ou omission visant à nuire au budget de l’Union européenne et impliquant i) l’utilisation ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, qui a pour effet le détournement ou le maintien illicite de fonds ou toute réduction illégale des ressources du budget général de l’Union européenne; ii) la non-divulgation d’informations ayant le même effet; et iii) le détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour lesquelles ces fonds ont été accordés à l’origine.
12. Nous certifions que nous-mêmes, ou l'un des membres de notre consortium, ou l’un de nos fournisseurs, n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
13. Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos fournisseurs les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT), les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l’élimination du travail forcé et obligatoire, sur l’élimination des discriminations en matière d’emploi et de travail et sur l’abolition du travail des enfants et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation de l’acte de rétrocession. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu’elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Rétrocédant.
14. Nous attestons que nous disposons de procédures internes qui prévoient que nous, nos fournisseurs, mandataires ou membres du personnel ne peuvent ni recevoir ou accepter de recevoir de quiconque ni offrir ou proposer de donner ou de procurer à quiconque un présent, une gratification, une commission ou une rétribution à titre d'incitation ou de récompense pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir des actes ayant trait à l’exécution du présent Acte de Rétrocession ou pour favoriser ou défavoriser quiconque en lien avec celui-ci.
15. Si nous sommes constitué sous forme d'association, nous nous engageons, aux fins de prévenir le risque de financement du terrorisme, à prendre les mesures telles que préconisées par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères dans son document « Risque de financement du terrorisme : Guide de bonne conduite à l'attention des associations », diffusé sur son site Internet[[6]](#footnote-6).
16. Nous nous engageons à faire nos meilleurs efforts afin de ne pas fournir directement ou indirectement de soutien financier ni aucune autre ressource à toute personne ou entité qui commettrait, tenterait de commettre, préconiserait, faciliterait ou participerait à des Actes de Terrorisme, ou a commis, tenté de commettre, préconisé, facilité ou participé à de tels Actes ; au titre du présent alinéa, « Acte de Terrorisme » désigne: i)  Tout acte prohibé par les Conventions et Protocoles des Nations Unies relatifs à la lutte contre le terrorisme[[7]](#footnote-7) ou ii) Toute infraction visée aux articles 3 à 10 de la Directive (UE) 2017/541 du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme ; ou iii) Tout autre acte destiné à tuer ou blesser grièvement un civil ou toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou son contexte, cet acte vise à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s’abstenir d'accomplir un acte quelconque.
17. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Rétrocédant, qui en informera le cas échéant l’AFD, tout changement de situation au cours de la mise en œuvre de l’acte de rétrocession, y compris tout soupçon en lien avec les situations probibées, au regard des points 2 à 13 qui précèdent, et nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour remédier à un changement de situation d’une manière satisfaisante pour le Rétrocédant, y compris par l’arrêt de l’utilisation de la Subvention octroyée par le Rétrocédant pour financer l’activité. Le Rétrocédant se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et peut exiger que des mesures supplémentaires soient prises s’il y a lieu.
18. Nous-mêmes, les membres de notre consortium, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons le Rétrocédant et/ou le cas échéant l’AFD à mener des investigations et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs à l’appel à projets et à l'exécution du Sous-projet et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés le cas échéant par l’AFD.

Nom :

Signature :

En date du : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Lettre d’engagement genre**

*En signant ce document, le, la candidat-e / le, la soumissionnaire, s’engage à respecter les principes d’égalité de genres et à s’assurer que leurs sous-traitants et/ou collaborateurs les respectent également.*

Ainsi, dans le cadre du projet de Renforcement des Industries Culturelles et créatives (ICC) en Indianocéanie mis en œuvre par la Commission de l’Océan Indien (COI) et financé par l’Agence Française de Développement, dans l’exécution de la présente prestation, le candidat/soumissionnaire s’engage à :

* Identifier et prendre en compte les inégalités femmes-hommes dans l’exécution du projet.
* Prévenir systématiquement les risques d’aggravation des inégalités existantes.
* Contribuer à réduire les inégalités femmes-hommes
* S’assurer d’une participation équitable dans le choix des intervenant-es ;
* Valoriser, et faire entendre les voix des femmes dans toute leur diversité,
* À ne pas porter de jugement ni de propos discriminatoires pouvant porter atteinte à la dignité des femmes et dans le respect de leur culture ;
* Agir avec respect et éviter tout acte et conduite pouvant être interprété comme du harcèlement moral et/ou sexuel ;
* Utiliser un langage inclusif et sensible au genre ;
* Prendre les mesures pour assurer la protection et le respect des femmes et de leurs droits dans le cadre de la mise en œuvre de l’activité ;
* Contribuer à un environnement sain et sûr pour les femmes ;
* Appliquer des rémunérations égales entre les femmes et les hommes pour des tâches similaires ;
* Promouvoir l’égalité des genres en adoptant une politique répondant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi qu’à la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail.

La COI se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application cet engagement. En cas de discrimination constatée, la COI peut exiger des candidat/soumissionnaire du marché de prendre les mesures nécessaires afin de faire respecter le principe d’égalité de genres.

En cas de non-respect des dispositions sur l’égalité des genres, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d’appel d’offres pendant une période définie, révocation de l’adjudication, amende administrative).

La COI se réserve également le droit d’annuler le marché en cas de violation aggravé tel que le harcèlement et les abus sexuel ayant porté atteinte à l’image du projet.

Nom :

Signature :

En date du : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. **Compléments d’informations**

**Comment avez-vous entendu parler de la formation « Management Culturel »**

Publication sur les réseaux de la COI

Session d’information organisée par la COI

Média

Newsletter de partenaires

Bouche-à-oreille

**Avez des commentaires supplémentaires sur les procédures de soumission** (pas plus de 200 mots, espaces compris)

1. En cas de consortium, inscrire le nom du groupement [↑](#footnote-ref-1)
2. La personne signant le présent engagement au nom du consortium joindra à celui-ci le pouvoir confié par chaque membre concerné du consortium. [↑](#footnote-ref-2)
3. A titre informatif, Le Rétrocédant indique les références suivantes : Pour les listes tenues par les Nations Unies, le site internet suivant peut être consulté : [https ://www. un.org/sc/suborg/frlsanctions/un-sc-consolidated-list](https://comoceanindien-my.sharepoint.com/personal/diana_ramarohetra_coi-ioc_org/Documents/Documents/COI/ICC/2.2.%20Mobilité/Cycle%202/https%20:/www.%20un.org/sc/suborg/frlsanctions/un-sc-consolidated-list)

   Pour les listes tenues par l’Union Européenne, le site internet suivant peut être consulté : [https ://www. sanctionsmap. Eu ou https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions\_fr](https://comoceanindien-my.sharepoint.com/personal/diana_ramarohetra_coi-ioc_org/Documents/Documents/COI/ICC/2.2.%20Mobilité/Cycle%202/https%20:/www.%20sanctionsmap.%20Eu%20ou%20https:/eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions_fr)

   Pour les listes tenues par la France, le site internet suivant peut être consulté : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/dispositif-national-de-gel-des-avoirs> [↑](#footnote-ref-3)
4. Pour information uniquement: <https://www.afd.fr/fr/ressources/lutte-contre-la-corruption-politique-generale-du-groupe-afd-2020>(le lien étant susceptible d’être modifié au sein du site internet de l’AFD) [↑](#footnote-ref-4)
5. <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/Recommandations_GAFI.pdf> [↑](#footnote-ref-5)
6. A titre d'information et sans que le Bénéficiaire puisse se prévaloir des références fournies, le guide tel que publié le 27 janvier 2015 peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau3/Pages/13d1cb87-cf27-49ca-ad57-dc2855a2b26e/files/af9b595d-2404-4d95-9e56-2b61e2ed55be> [↑](#footnote-ref-6)
7. Les Conventions et protocoles peuvent être consultés depuis le site : <http://legal.un.org/ola/FR/Default.aspx> [↑](#footnote-ref-7)